

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?
TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOBS4CLIMATE.BE



REVENDEICATIONS DE JOBS4CLIMATE

Contenu

1. Doubler le nombre de rénovations énergétiques en Belgique.....	2
Situation actuelle de la performance énergétique et de la rénovation énergétique des logements	2
Que demande concrètement la Coalition Climat ?	2
Quels sont les investissements nécessaires ?	3
Quel impact sur l'emploi ??	3
2. Accélérer les investissements dans les énergies renouvelables et donner forme au réseau d'électricité de l'avenir.....	4
Qu'en est-il du développement des énergies renouvelables dans notre pays ?	4
Que propose concrètement la Coalition Climat?	4
Combien cela va-t-il coûter?	4
Quel impact sur l'emploi ?	5
3. Les transports en commun et les infrastructures pour vélos nécessitent des investissements supplémentaires	6
Qu'en est-il des investissements pour des transports durables dans notre pays?	6
Que propose concrètement la Coalition Climat?	7
Combien cela va-t-il coûter?	7
Quel impact sur l'emploi?	7

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?

TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOBSCCLIMATE.BE



1. Doubler le nombre de rénovations énergétiques en Belgique

Situation actuelle de la performance énergétique et de la rénovation énergétique des logements

Dans le parc de logements existants en Belgique, le sol n'est pas isolé dans plus de 3/4 des maisons, dans plus de la moitié ce sont les murs qui ne sont pas isolés et dans plus d'un quart, le toit ne l'est pas non plus. Une maison sur six est dotée de simples vitrages et dans la moitié, l'installation de chauffage est vétuste.

Les diverses autorités de notre pays consacrent bon an mal an 340 millions d'euros en primes à la rénovation énergétique. Ces primes et autres incitants financiers devraient encourager les ménages à effectuer des rénovations énergétiques. Cependant, chaque année c'est moins d'1% de l'ensemble du parc immobilier qui est rénové. Au rythme actuel de ces rénovations, en 2050 les logements n'auront pas encore tous une isolation suffisante et un chauffage efficace. D'ici 2020, le fossé va se creuser de façon spectaculaire entre les nouvelles constructions très performantes sur le plan énergétique et les passoires énergétiques que constituent les logements existants.

On compte aussi 285.000 unités de logement social dans notre pays. Chaque année, environ 6300 logements sociaux nouveaux sont construits. 185 000 candidats sont inscrits sur des listes d'attente. Au budget 2014 des trois régions, Flandre, Wallonie et Bruxelles, on trouve respectivement 350, 180 et 200 millions pour le logement social. Au total, cela fait donc 730 millions pour le logement social, rénovation non incluse.

Que demande concrètement la Coalition Climat ?

1. Accélérer le tempo des rénovations de 1% à 2,5% du parc immobilier chaque année
2. Imposer des normes de prestations énergétiques aux bâtiments existants dès le moment où ils sont mis sur le marché immobilier (location ou vente).
3. Remplacer les mécanismes actuels de soutien par le soutien aux rénovations totales phasées. Les rénovations totales réduisent la consommation énergétique et la facture afférente de 60 à 80%.
4. Introduire des critères sociaux dans les moyens publics mis à disposition, de sorte que les bas et moyens revenus soient prioritaires.
5. Accélérer le rythme de la construction de logements sociaux de 6300 à 10.000 par an.

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?

TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOB4CLIMATE.BE



Quels sont les investissements nécessaires ?

Chaque année, environ 100.000 habitations devront être rénovées en profondeur au prix de 50.000 euros pour permettre une rénovation énergétique, soit 60.000 foyers supplémentaires. Au total, le niveau des investissements dans la rénovation énergétique doit donc croître de 2 à 5 milliards par an. Ces investissements devront être financés en grande partie par les ménages. A charge des gouvernements de fournir des normes claires et des incitants financiers attractifs pour que le rythme des rénovations puisse ainsi s'accélérer fortement. Les dépenses à consentir pour le logement social devront, elles, augmenter de 730 à 1200 millions € par an pour construire plus rapidement des logements sociaux basse énergie.

Quel impact sur l'emploi ?

L'augmentation progressive du nombre de rénovations de 1 à 2,5 % du parc de logements permettra, en vitesse de croisière, la création nette d'environ 40.000 emplois directs et indirects. Pour la construction des logements sociaux, on peut de surcroît miser sur la création d'environ 16.000 emplois supplémentaires.

Une étude sur les créations d'emploi rendues possibles par des travaux de rénovation énergétique indique qu'on crée entre 6 et 60 emplois directs et indirects par million d'euros supplémentaires investis. Nous avons retenu l'estimation prudente de 14 emplois supplémentaires directs et indirects par million d'euros investi. Evidemment, cela nécessitera des efforts également dans l'enseignement, la formation professionnelle et continuée.

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?

TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOB4CLIMATE.BE



2. Accélérer les investissements dans les énergies renouvelables et donner forme au réseau d'électricité de l'avenir

Qu'en est-il du développement des énergies renouvelables dans notre pays ?

Selon l'Agence européenne de l'Environnement, la Belgique est à la traîne dans la planification du développement des énergies renouvelables : « pour la période 2005-2011, le taux de croissance annuel moyen observé dans les énergies renouvelables s'élève à 11,1%. Afin d'atteindre l'objectif de 2020, un taux de croissance annuel moyen de 14,3 % est nécessaire pour la période 2011-2020 »¹. De plus, le réseau électrique est obsolète et ne correspond pas aux besoins actuels et futurs de l'économie et de la société. Si l'on extrapole la tendance actuelle, selon une étude réalisée par Vito et Climact, il faudrait investir 1,6 milliards d'euros chaque année dans le réseau électrique pour assurer sa bonne marche.²

Que propose concrètement la Coalition Climat ?

Le renouvellement du système électrique belge est essentiel. Nous plaidons pour des investissements accélérés dans l'interconnexion, l'énergie éolienne offshore et le stockage de l'énergie. Les autorités devraient aussi stimuler de façon pérenne les investissements privés dans les énergies renouvelables.

Combien cela va-t-il coûter ?

Pour atteindre les objectifs climatiques à l'horizon 2050, l'investissement total dans le secteur de l'électricité devrait augmenter de 1,9 à 3,2 milliards de dollars par an, selon le scénario choisi parmi ceux proposés dans l'étude de Vito et Climact.³ Les investissements annuels

1 EEA, *Trends and projections in Europe 2013. Tracking progress towards Europe's climate and energy targets until 2020*, 2013

2

Climact, Vito, *Scenarios for a low carbon Belgium by 2050*, 2013

3

Climact, Vito, *Scenarios for a low carbon Belgium by 2050*, 2013

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?

TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOB4CLIMATE.BE



supplémentaires dans le secteur de l'électricité se situent entre 300 millions et 1,6 milliards d'euros. Les investissements supplémentaires dans le secteur de l'énergie sont du même ordre de grandeur, car ils sont en grande partie déterminés par l'investissement dans la production et le transport de l'électricité. Il s'agit d'un chiffre total, incluant les investissements par les gouvernements, les entreprises et les particuliers.

Malgré l'augmentation importante des investissements nécessaires, une telle transition vers une société bas carbone coûterait moins cher que le scénario de référence. Et ce, en raison d'une forte baisse des coûts de combustibles.

Quel impact sur l'emploi ?

Au total, ces investissements pourraient entraîner 20.000 nouveaux emplois directs et indirects entre 2020 et 2030, selon une étude de Vito ICEDD et du Bureau fédéral du Plan. Nous nous référons à la plus faible valeur de ce rapport : 20.000 emplois supplémentaires entre 2020 et 2030.⁴

Il s'agit aussi bien d'emplois dans la construction que dans l'entretien et le maintien de la nouvelle capacité de production, ainsi que dans la livraison. Nous avons vérifié les données de l'étude de Vito et Climact à la lumière des valeurs de facteurs d'emploi de l'OCDE pour les technologies renouvelables (étude de l'IRENA).⁵ Il en ressort que 20.000 emplois supplémentaires pourraient être créés avec une expansion ambitieuse des énergies renouvelables en Belgique. C'est une estimation élevée, mais pas hors de portée.

Les investissements dans le réseau peuvent quant à eux générer près de 4000 emplois directs et indirects supplémentaires. Nous tablons sur 300 millions d'investissements supplémentaires annuels et 13 millions d'emplois directs et indirects par euro investi. Ce qui équivaut à 3900 emplois.⁶

4

VITO, ICEDD, Federaal planbureau, *Towards 100% renewable energy by 2050*, 2012

5

International Renewable Energy Agency, *Renewable Energy and Jobs*, 2013

6

De tewerkstellingsfactor komt uit: Political Economy Research Institute, *How Infrastructure Investments Support the U.S. Economy: Employment, Productivity and Growth*, 2009.

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?

TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOB4CLIMATE.BE



3. Les transports en commun et les infrastructures pour vélos nécessitent des investissements supplémentaires

Qu'en est-il des investissements pour des transports durables dans notre pays?

Mobilité et transports représentent près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre en Belgique. Cette part n'a cessé de croître au fil des ans en raison de l'augmentation du fret routier. Les transports collectifs et la mobilité douce réduisent les émissions de GES par passager au kilomètre.

Le groupe SNCB prévoit un budget total de 26 milliards d'euros sur 13 ans, dont un peu moins de 2 milliards d'euros pour des projets dits « régionaux » (extension de capacité). Si le budget peut paraître important, il doit être mis en perspective avec les défis majeurs à soutenir en matière de système ferroviaire, qui a souffert de désinvestissement chronique pendant de nombreuses années alors même que sa fréquentation croissait (+ 50% en dix ans).

Le plan d'investissement de la SNCB entrave les chances de rendre le système de transport plus écologique. Dans ce cadre, la part modale du rail passera seulement de 7,3 % en 2008 à 8,8% en 2030 pour ce qui concerne le trafic des passagers et de 11% à 14 % pour le fret.⁷ Avec un tel partage modal, la congestion sur le rail va augmenter de sorte que la vitesse moyenne en heure en pointe sera de 27 km/h en 2030 en Belgique.⁸

De Lijn investit 320 000 000 euros dans de nouveaux trams, dont la capacité de transport devrait augmenter de 25% et poursuit la "tramification". Il y a un petit effort vers de nouvelles lignes de trams, mais en général, on constate que le transport péri-urbain fait l'objet de peu d'attention (et d'investissements).

Le vélo gagne clairement en popularité. La Flandre investit chaque année 100 millions d'euros dans la construction d'un réseau de pistes cyclables et veut construire à terme un réseau de 12.000 km de pistes cyclables. Le budget Bruxellois pour les pistes cyclables est d'environ 6,5 millions par an. Régions Flamande et Bruxelloise oeuvrent de concert à un réseau cyclable connectant les deux régions. La Wallonie s'est dotée d'un plan Wallonie cyclable, qui a pour but d'améliorer fortement les conditions de la pratique du vélo et d'augmenter significativement son utilisation en Wallonie d'ici 2020. Le plan se décline en plusieurs objectifs stratégiques allant du soutien à des communes-pilotes jusqu'à l'amélioration de l'image du vélo auprès des citoyens en passant par la promotion du vélo

7

☐ CRB advies, CRB 2013 – 0770

8

☐ Planbureau, 2012

UN JOB POUR EDOUARD BOSMANS?



OU DES INVESTISSEMENTS DURABLES EN CRÉANT 60.000 EMPLOIS?

TOUTS LES DÉTAILS SUR WWW.JOB4CLIMATE.BE



dans le cadre professionnel. Les deux principales faiblesses du plan sont le manque d'objectifs chiffrés et l'absence d'un budget ambitieux.

Que propose concrètement la Coalition Climat?

Le gouvernement doit investir davantage dans les transports publics et une bonne infrastructure cyclable, de sorte que les transports respectueux de l'environnement constituent une alternative intéressante à la voiture. Côté transports publics, il faut attacher autant d'importance aux services qu'à une extension de l'offre pour permettre une forte croissance. La desserte en soirée et le week-end mérite une attention particulière, de même que l'offre de transport entre les villes et les zones résidentielles environnantes. Le fret ferroviaire mérite lui aussi une impulsion supplémentaire.

Le vélo souffre aussi de ressources insuffisantes. Il s'agit donc de doubler les investissements annuels en Flandres pour atteindre 200 millions d'euros, afin de répondre à la demande croissante de pistes cyclables, notamment pour les navetteurs (vélo électrique). En particulier, connecter la périphérie des villes à leurs centres par des voies cyclables rapides devrait être une priorité, avec un bon équilibre entre les investissements dans les liaisons manquantes et la modernisation des infrastructures existantes.

À Bruxelles, il faudrait tripler le budget pour atteindre les objectifs fixés dans un délai raisonnable. Ces investissements doivent être répartis entre les différents réseaux cyclables régionaux et leurs connexions avec la Flandre.

Quant à la Wallonie, elle devrait de toute urgence se définir des objectifs chiffrés (kilométrages de voiries à adapter à la pratique du vélo et calendrier de mise en œuvre) et dégager les moyens budgétaires nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Combien cela va-t-il coûter?

Pour les investissements nécessaires dans les transports publics, nous n'avons pas d'estimation chiffrée. Les investissements annuels supplémentaires dans l'infrastructure de cycliste en Belgique s'élèvent à au moins 150 millions d'euros par an.

Quel impact sur l'emploi?

Nous tablons sur 150 millions d'investissements supplémentaires dans les pistes cyclables et les infrastructures de vélo, soit 17 emplois directs et indirects par millions d'euro investi. On estime donc que 2.000 emplois directs et indirects pourraient être créés grâce à ces investissements supplémentaires.